

Contexte : La guerre a déjà commencé (1775). Les colonies sont déterminées à obtenir l'indépendance, d'où ce texte. Jefferson, Franklin et d'autres le présentent au Congrès continental à Philadelphie.



un projet révolutionnaire : l'indépendance,



mené au nom de valeurs universelles,



et une justification de la lutte contre l'impérialisme anglais.

Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique

➤ *En quoi la révolution américaine est-elle à l'origine d'idées politiques nouvelles ?*

Texte traduit de l'anglais par Thomas Jefferson, 1776. Déclaration unanime des 13 États unis d'Amérique réunis en Congrès le 4 juillet 1776.

Lorsque, dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la Terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.

Une définition de la démocratie : un régime qui repose sur le consentement des gouvernés (ceux-ci peuvent changer de gouvernement s'ils s'estiment opprimés).

L'affirmation des droits de l'homme, et même, pour la 1^{re} fois, d'un droit au bonheur. (Le bonheur, thème privé, devient une idée politique).

Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur.

Autre nouveauté : le droit à la révolte face à un régime d'oppression (ou de despotisme, de tyrannie). C'est la conséquence logique du principe selon lequel un pouvoir juste dépend du consentement des gouvernés.

La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future.

Pour finir, l'affirmation que la domination anglaise était une « tyrannie absolue », expression qui répond à « despotisme absolu » dans le § précédent.

Telle a été la patience de ces Colonies, et telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer leurs anciens systèmes de gouvernement. L'histoire du roi actuel de Grande-Bretagne est l'histoire d'une série d'injustices et d'usurpations répétées, qui toutes avaient pour but direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États.

Remarque critique : les colonies américaines, celles du Sud en particulier, pratiquaient l'esclavage. L'institution de l'esclavage n'est pas remise en cause en 1776, alors qu'elle contredit ouvertement l'idée de l'égalité entre les hommes et du droit à la liberté et au bonheur.